

**Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications
Electroniques et des Postes relative à l'analyse des marchés de la téléphonie fixe**

CONTRIBUTION DE MEDIASERV

Le 22 février 2008, l'ARCEP a mis en ligne une consultation publique relative à l'analyse des marchés de la téléphonie fixe.

- Suite au premier cycle d'analyse des marchés et « *pour décider de l'intervention qu'il convient d'adopter pour ce deuxième cycle d'analyse des marchés* », **l'Autorité dresse un bilan** sur l'état concurrentiel de l'ensemble des marchés de la téléphonie fixe et sur l'impact de la régulation qu'elle y a appliqué, tant au niveau des marchés de gros qu'au niveau des marchés de détail.

S'appuyant sur ce bilan, « *la qualité de service disponible au sein des offres de gros de France Télécom étant globalement satisfaisante, l'Autorité prévoit d'étendre la dérégulation à l'ensemble des marchés de détail de la téléphonie fixe* » : l'ARCEP estime ainsi que « *compte tenu de la transformation des marchés de la téléphonie fixe, il n'est plus proportionné [...] de maintenir la régulation des marchés de détail* » : « *la dérégulation des marchés de détail va donc être achevée* » et ces derniers seront donc exclusivement « *régulés* » par le droit commun de la concurrence.

Désormais, « *la régulation 'asymétrique' appliquée par l'Autorité sur les marchés de la téléphonie fixe se concentrera dorénavant sur les marchés de gros* ».

- La partie II de la consultation concerne les marchés de la téléphonie fixe identifiés par la recommandation de la Commission européenne du 17 décembre 2007 sur les marchés pertinents :
 - marchés de détail de l'accès (résidentiel et non résidentiel),
 - marché de gros du départ d'appel,
 - marchés de gros de la terminaison d'appel.
- La partie III de la consultation concerne les marchés régulés durant le 1^{er} cycle d'analyse des marchés mais ne faisant plus partie des marchés pertinents identifiés par la recommandation de la Commission européenne du 17 décembre 2007 (marché de détail des communications et marché de gros du transit) sur lesquels l'ARCEP estime en conséquence qu'il ne convient plus de procéder à une régulation *ex ante*.

MEDIASERV saisit cette occasion pour attirer l'attention du régulateur sur plusieurs difficultés qu'elle rencontre dans le cadre de ses relations d'interconnexion avec FRANCE TELECOM.

En particulier, **MEDIASERV souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait qu'en tant qu'opérateur de téléphonie fixe, elle subit des charges d'interconnexion non justifiées facturées par FRANCE TELECOM. MEDIASERV souhaite ainsi dénoncer la pratique des surcoûts engendrés par la portabilité et livrer des propositions concrètes à l'ARCEP pour mettre fin à cette pratique.**

1. La portabilité pour les numéros géographiques fixes est disponible depuis le 1er janvier 1998.

Le régime applicable à la portabilité résulte notamment :

- de l'article L.44 du Code des Postes et des Communications Electroniques (ci-après « CPCE ») qui dispose que *« les opérateurs sont tenus de proposer à un tarif raisonnable à leurs abonnés les offres permettant à ces derniers de conserver leur numéro géographique lorsqu'ils changent d'opérateur sans changer d'implantation géographique [...] Les opérateurs prévoient les dispositions nécessaires dans les conventions d'accès et d'interconnexion, à des tarifs reflétant les coûts correspondants. Les offres mentionnées à l'alinéa précédent doivent permettre à l'abonné qui le demande de changer d'opérateur tout en conservant son numéro dans un délai maximum de dix jours, sauf demande expresse de l'abonné. La demande de conservation du numéro, adressée par l'abonné à l'opérateur auprès duquel il souscrit un nouveau contrat, est transmise par ce dernier à l'opérateur de l'abonné »* ;
 - de l'article D.406-19 du CPCE qui dispose que :
 - « I. l'opérateur donneur ne peut facturer les coûts de portage à l'abonné ».
 - II. - L'opérateur receveur informe l'opérateur attributaire du portage du numéro. L'opérateur attributaire fait droit aux demandes raisonnables des opérateurs concernant la mise à disposition et la transmission des informations relatives aux numéros portés dont il est l'attributaire ainsi que l'identification des exploitants de réseau ouvert au public ouvrant l'interconnexion pour ces numéros. L'opérateur attributaire peut recouvrer les coûts encourus pour la transmission des informations mentionnées à l'alinéa précédent.
 - III. - Les opérateurs qui fournissent des prestations à d'autres opérateurs au titre de la conservation des numéros doivent être en mesure de démontrer que les tarifs d'accès et d'interconnexion associés reflètent les coûts correspondants. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes peut demander à ces opérateurs de justifier intégralement leurs tarifs et, si nécessaire, en exiger l'adaptation ».
3. **A la date de libéralisation du marché de la téléphonie fixe, FRANCE TELECOM était attributaire de 100% des numéros géographiques.**
 4. Lors de la synthèse de la réunion sur la portabilité des numéros fixes en date du 6 septembre 2005, l'ARCEP relevait au sujet de la portabilité :
 - que *« la majorité des opérateurs a souligné l'importance de réévaluer à la baisse les tarifs de gros de la portabilité et de ré-acheminement des appels à destination des numéros portés de France Telecom. A ce propos, la question de la transparence des factures de transit de France Telecom à destination des numéros portés a été soulevée. En effet, ils estiment qu'il est difficile de vérifier les coûts facturés par France Télécom dans le cadre de ces prestations [...] »* ;

- que « certains opérateurs sont soucieux de la facturation du coût de transit et de la terminaison sur les appels portés et estiment que la mise en oeuvre d'un système de base de données centralisée de numéros serait une solution à étudier. Il est ajouté que ce type de solution faciliterait l'industrialisation de la portabilité entre opérateurs alternatifs.

Un certain nombre d'opérateurs a ainsi indiqué être favorable à la création d'une base de données centralisée des numéros portés ce qui pose toutefois un certain nombre de questions complexes à régler et qui ont trait notamment, au-delà des sujets techniques, à l'entité en charge de cette base.

- que « l'Autorité informera le secteur des étapes à venir et invite les acteurs à prendre contact avec les services de l'Autorité pour tout élément relatif à ce dossier ».

5. **FRANCE TELECOM reste aujourd'hui attributaire de la quasi-totalité des numéros géographiques.**

L'article 46 de la convention d'accès à la boucle locale de FRANCE TELECOM conclue par MEDIASERV prévoit que « les commandes d'accès total peuvent faire l'objet d'une demande de portabilité associée. [...] La société doit à se titre se reporter à la convention d'interconnexion qu'elle a conclue avec FRANCE TELECOM. Un avenant relatif à la portabilité des numéros, qui précise les conditions techniques et tarifaires, lui est proposé dans ce cadre ».

L'offre d'interconnexion de FRANCE TELECOM en la matière qui prévoit que « la tarification relative à la portabilité des numéros se compose :

- du tarif du traitement de la **demande** de transfert d'un numéro ou d'une tranche de numéros consécutifs (coût de mise en œuvre) qui comprend :
 - une première partie fixe facturée pour chaque demande ;
 - une deuxième partie variable, proportionnelle au nombre de numéros portés ;Les tarifs sont également applicables aux demandes ultérieures de modification du renvoi ou du ré acheminement de ces numéros ;
- du tarif de la **traduction** du numéro qui est facturé à l'opérateur de boucle locale preneur par appel ;
- du tarif du **transfert** des communications (acheminement), dans le cas où l'appel est issu d'un abonné d'un autre opérateur que France Télécom ou dans celui où il est acheminé par un autre opérateur que France Télécom [...]

Il se rajoutera à ces coûts la quote-part pour les numéros transférés de la redevance annuelle d'utilisation des numéros, si le nombre des numéros transférés est significatif ».

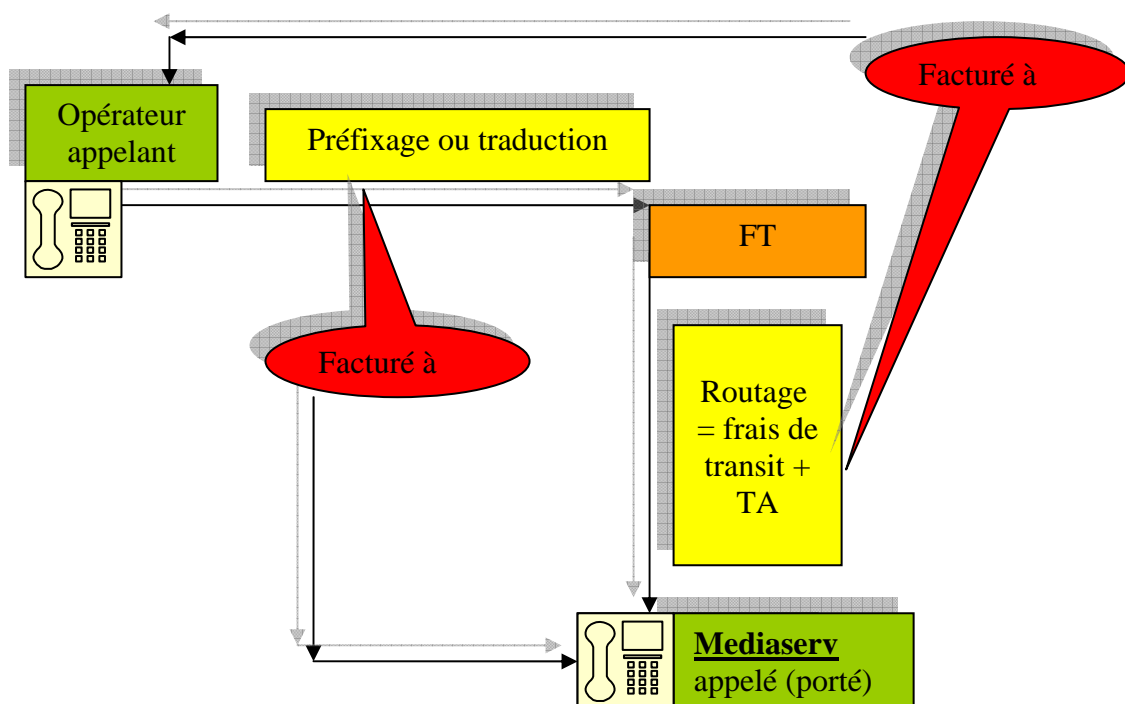
Concernant l'acheminement, « dans le cas où l'appel est livré à France Télécom par un autre opérateur, soit parce qu'il est issu d'un abonné à une boucle locale n'appartenant pas à France Télécom, soit parce qu'il est acheminé par un opérateur transporteur autre, **France Télécom facturera** à cet opérateur, à la place des tarifs d'interconnexion commutée :

- ***l'acheminement dans le réseau de France Télécom jusqu'à l'opérateur de boucle locale vers lequel le numéro a été porté,***
- ***augmenté du montant de la terminaison d'appel et des autres charges éventuelles (BPN – Colocalisation - LR...) sur la boucle locale vers laquelle le numéro a été porté ».***

FRANCE TELECOM dispose d'une base de données qu'elle met à disposition des opérateurs tiers et notamment de MEDIASERV dans des conditions inacceptables dans la mesure où FRANCE TELECOM perçoit un revenu du seul fait de sa situation d'ancien titulaire du monopole.

Ces surcoûts indus et très importants fragilisent MEDIASERV dans son activité d'opérateur et sont de plusieurs natures suivant que MEDIASERV est l'opérateur appelant vers un numéro porté (I) ou l'opérateur appelé d'un numéro porté chez MEDIASERV (II).

I. Les tarifs de préfixage et de traduction supportés par MEDIASERV en tant qu'opérateur appelé d'un numéro porté chez MEDIASERV



Dans un tel cas, **MEDIASERV supporte un tarif correspondant :**

- d'une part, à **l'opération de portage en elle-même** (le changement d'opérateur sollicité par le client qui conserve le même numéro).

Il en résulte un paiement fixe et unique facturé pour chaque demande de portage et s'élève à un montant de 7, 53 euros (6 + 1,53 euros) et de 1,53 euros par numéro supplémentaire ;

- d'autre part, à **l'opération de préfixage ou de traduction** effectuée à chaque appel vers le numéro porté, facturée par FRANCE TELECOM pour :
 - la reconnaissance de MEDIASERV en tant qu'opérateur appelé vers lequel le numéro est porté ;
 - l'ajout du préfixe permettant d'acheminer l'appel vers MEDIASERV.

Ce tarif est récurrent et s'élève à 0,00327 euros en tarif normal (heures pleines) et 0,00211 euros en tarif réduit (heures creuses), par appel.

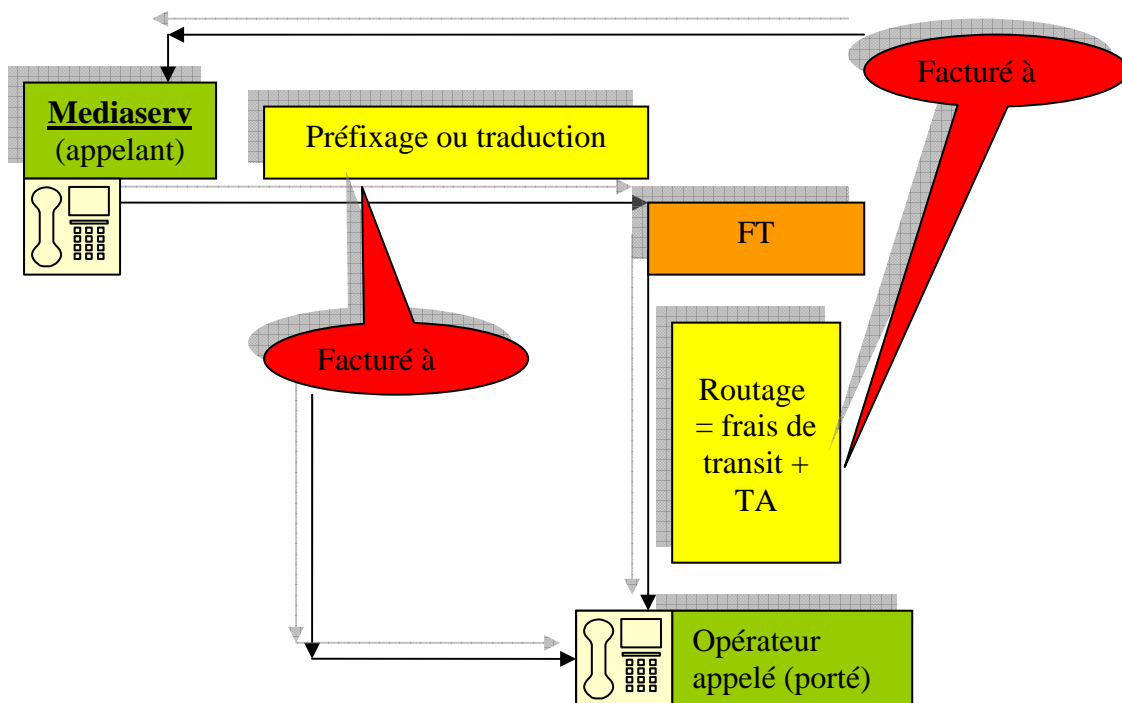
Ces prestations qui font l'objet d'une facture par FRANCE TELECOM le sont du seul fait qu'il s'agit de l'opérateur historique qui disposait originellement de l'ensemble des numéros géographiques.

Les sommes perçues par FRANCE TELECOM à ce titre constituent donc d'une rente de situation toujours perçue aujourd'hui par FRANCE TELECOM à la faveur de son ancien monopole, et qu'il convient de faire cesser.

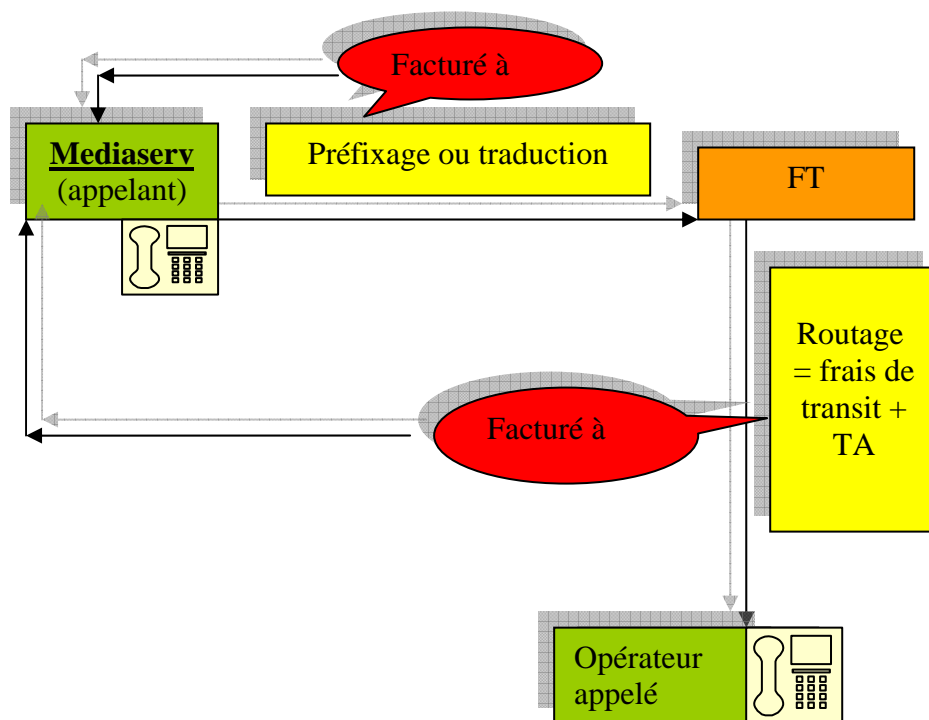
Si, sur décision de FRANCE TELECOM, ces tarifs de préfixage seront facturés à partir de juillet 2008 à l'opérateur appelant, et non plus à l'opérateur appelé, ils pèseront toujours sur MEDIASERV quand elle sera en position d'opérateur appelant, situation dans laquelle MEDIASERV est également facturée de tarifs de routage.

II. Les tarifs de routage supportés par MEDIASERV en tant qu'opérateur appelant vers un numéro porté

Jusqu'à juillet 2008, la situation de MEDIASERV est la suivante :



Dès juillet 2008, et sur décision de FRANCE TELECOM, la situation de MEDIASERV sera la suivante :



Ainsi, outre les frais de préfixage déjà évoqués, dans un tel cas où MEDIASERV est l'opérateur appelant, **MEDIASERV supporte déjà et continuera de supporter un coût de routage de l'appel vers un numéro porté chez un opérateur tiers.**

En effet, MEDIASERV ne disposant pas de l'information selon laquelle ce numéro est porté chez un opérateur, elle l'achemine vers le réseau de FRANCE TELECOM.

FRANCE TELECOM facture ainsi à MEDIASERV :

- des coûts de transit pour le portage du numéro vers l'opérateur de boucle locale de destination (qui varient selon le type d'appel livré, cf 11.2.4 de l'offre de référence de FT) ;
- des coûts de terminaison d'appel de l'opérateur de boucle locale de destination (qui varient selon l'opérateur de l'appelé).

Finally, by not communicating the list of FRANCE TELECOM numbers ported to third operators, FRANCE TELECOM ensures a transit revenue for these numbers.

- III. In a more general way, it would be necessary to remedy the fact that MEDIASERV does not have all the data of nature to allow it to verify the well-foundedness of the billings it receives from FRANCE TELECOM.**

In particular, it is missing to MEDIASERV the justification in clear that the communications are destined to ported numbers and the identity of the real operator of the called.

* * *

The proposals of MEDIASERV are the following :

Proposition n°1 : La mise à disposition de la base de données par FRANCE TELECOM à ses concurrents

Au-delà du principe même de la mise à disposition par FRANCE TELECOM d'une base de donnée des numéros portés, il est essentiel que cette mise à disposition soit opérée dans des **conditions de qualité optimales** tant quant au contenu de la base (par exemple concernant l'exactitude des numéros transmis) que quant aux modalités de transmission des informations (par exemple la fréquence et la régularité des mises à jour).

Proposition n°2 : Toute tarification de la part de FRANCE TELECOM devrait être opérée sur la base des coûts supportés par FRANCE TELECOM

Ce contrôle pourra être effectué par l'ARCEP sur la base de l'article D.406-19 III du CPCE qui prévoit que « *Les opérateurs qui fournissent des prestations à d'autres opérateurs au titre de la conservation des numéros doivent être en mesure de démontrer que les tarifs d'accès et d'interconnexion associés reflètent les coûts correspondants. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes peut demander à ces opérateurs de justifier intégralement leurs tarifs et, si nécessaire, en exiger l'adaptation* ».

MEDIASERV se tient bien entendu à la disposition des services de l'ARCEP pour lui communiquer toute information complémentaire en relation avec les arguments développés dans cette contribution.

Pointe-à-Pitre, le 4 avril 2008.

Ehsan EMAMI

